

## LES AFFRANCHIS...

«Contre le chômage de masse il faut prendre des mesures aussi importantes que pour affronter le terrorisme» déclarait le 8 décembre dernier Gattaz junior, le patron des patrons.

À dire vrai, cette déclaration martiale aurait très bien pu émaner des Hollande, Valls ou Macron, voire de Laurent Berger, chefaillon de la CFDT. Le clan des «*empactés*» a en effet décidé que le contexte permettait de passer à la vitesse supérieure dans leur projet de retour au servage social et à l'absolutisme politique - à peine masqués par un jargon moderniste.

Instrumentalisant l'émotion légitime liée aux attentats du 13 novembre, le pouvoir met en place un système où l'état d'urgence et ses mesures liberticides deviennent la norme. Point besoin d'être syndicaliste de lutte de classe ou anarchiste pour en mesurer les impacts présents et surtout à venir. Même les principes républicains les plus fondamentaux sont foulés aux pieds.

On peut évidemment y voir des arrières-pensées politiciennes de court terme de la pire espèce mais, bien au delà de cela, c'est une véritable arme de guerre contre les populations que le capitalisme construit. Il s'agit pour le clan des possédants de prendre un avantage qu'il espère définitif sur celui des exploités. La grande revanche en quelque sorte pour ceux qui n'ont jamais accepté véritablement les quelques acquis sociaux - sécurité sociale, code du travail, statut de la fonction publique... - qu'ils ont dû concéder à des moments où le rapport de force leur était moins favorable.

Ce basculement en train de s'opérer se traduit par des symboles dont l'objectif est de frapper les esprits. La condamnation de militants syndicalistes de Goodyear à des peines de prison ferme en est incontestablement un. Un syndicaliste ouvrier qui défend son emploi et sa dignité, ça risque la taule au moment même où la loi Macron a supprimé la possibilité d'une peine de prison pour un patron coupable d'entrave syndicale...

D'abord inspirer la peur, faire taire les résistances et les voix discordantes, distiller à longueur de médias la propagande patronale et gouvernementale et si ça chauffe un peu quand même, faire jouer des porte flingues «*syndicalistes*» pour casser les luttes, faire diversion ou attiser les divisions. De bonnes vieilles méthodes toujours efficaces.

Le pacte de responsabilité signé par le gouvernement, le MEDEF et la direction de la CFDT, c'est 41 milliards d'euros pour les grandes entreprises (les grands patrons sont les plus grands assistés de France) et pas un emploi créé à ce titre! Les actionnaires du CAC 40 ont empoché 56 milliards de dividendes l'année dernière et on nous martèle qu'il n'y a plus de pognon pour les salariés, les chômeurs, la sécurité sociale, qu'il faut fermer les services publics (pardon les «*mutualiser*»), que la population vit au dessus de ses moyens.

Menteurs, falsificateurs, ils le sont depuis toujours, mais maintenant ils veulent carrément nous faire la peau, il y a urgence à réagir!

Le projet de refonte du code du travail, qui devrait être débattu début mai devant l'hémicycle, est de ce point de vue à regarder de près. Avec, il faut l'avouer, un certain sens de la communication, le gouvernement a confié à Robert Badinter le soin de remettre un rapport sur le sujet. Cette personnalité, «*auréolée*» notamment de son combat respectable pour l'abolition de la peine de mort et les droits de

l'homme en général, a par contre sur le terrain social une position beaucoup moins sympathique, en phase avec sa proximité avec la grande bourgeoisie. Son rapport, sous couvert de 61 grands principes qui n'ont jamais protégé aucun salarié, fait littéralement exploser toutes les garanties acquises depuis 1906, dans absolument tous les domaines: temps de travail, rémunération, travail de nuit, travail des enfants, protection de la femme enceinte, droit syndical...

L'article 1 résume tout: «*Les libertés et droits fondamentaux de la personne sont garantis dans toute relation de travail. Des limitations ne peuvent leur être apportées que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise si elles sont proportionnées au but recherché*». En clair, d'un côté il y a un beau principe et de l'autre la réalité du capitalisme qui fait droit!

Fondamentalement, c'est la remise en cause du principe de faveur, celui qui est à la base de l'architecture du droit du travail en France: une convention collective peut déroger au code du travail si elle lui est plus favorable, et un accord d'entreprise peut déroger à une convention collective si il est plus favorable pour les salariés. Là, c'est exactement l'inverse: un «*principe de défaveur*», en quelque sorte... On énonce des principes (le temps de travail c'est 35 heures, par exemple, et au dessus ce sont des heures supplémentaires) et ensuite toutes les dérogations sont possibles, entreprise par entreprise. Et si on ne trouve pas un syndicat pour signer, on organise un référendum très démocratique du type: «*Voulez vous travailler 39 heures payées 35 et conserver votre emploi ou garder l'accord actuel et être licencié?*».

Atomiser les droits, individualiser les situations, rendre ainsi très difficile voire impossible l'action collective, tel est l'objectif à peine déguisé de ce projet.

Macron complète cette œuvre de dislocation en s'attaquant à l'idée même de salariat. Certes le salariat c'est l'exploitation, mais avec des limites - code du travail, médecine du travail, CHSCT, SMIC, recours aux prud'hommes... D'où l'idée de multiplier les «*entrepreneurs indépendants*», totalement isolés, pieds et poings liés face aux donneurs d'ordre, sans droit aucun. Bref des individus qui sont amenés à s'auto-exploiter. Et c'est pas facile de se rebeller contre soi-même!

Ce projet, contenu notamment dans sa loi sur les *Nouvelles Opportunités Économiques* (NOE), peut faire rapidement des dégâts énormes dans certains secteurs (informatique, banque, assurances, formation...). Une sorte «*d'ubérisation*» des rapports sociaux. Le renouveau, d'une certaine manière, de la dépendance des serfs vis à vis des seigneurs dans l'Ancien-Régime.

Il s'agit donc de s'affranchir de cette machine à broyer, de libérer et de rassembler toutes les forces qui se refusent à la soumission.

D'un point de vue syndical, sans angélisme ni illusion sur le poids des appareils mais avec pragmatisme, la seule solution pour l'instant c'est de renforcer à la base le «*front*» CGT-FO-Solidaires-FSU. De ce point de vue, les grèves et mobilisations sont un point d'appui qui s'oppose aux politiques d'austérité et, de fait, aux mesures d'intimidation du pouvoir.

Les militants anarchistes, dont ceux de la FA, ont aussi leur responsabilité dans cette situation complexe et grave. Sans donner de leçon à quiconque, ils ont un combat émancipateur et des pratiques à faire valoir. Apporter un peu de clarté dans ce monde de confusion organisée y compris parfois dans nos milieux, serait déjà utile.

«*Foules esclaves, debout, debout, le monde va changer de base*» (1).

**Maurice**  
**Groupe La Sociale**  
**de la Fédération anarchiste**

(1) *L'Internationale*